

DEPARTEMENT DES VOSGES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT D'AVRANVILLE

RAPPORT
ET CONCLUSIONS
DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

1) Généralités

a) Objet de l'enquête

La commune d'Avranville comptait 71 habitants en 2015. Elle appartient à l'arrondissement de Neufchâteau, au département des Vosges et fait partie de la Communauté de communes de l'Ouest vosgien.

Concernant le zonage d'assainissement :

C'est un zonage du territoire communal qui vise à déterminer les zones pour lesquelles un réseau d'assainissement collectera les eaux usées domestiques jusqu'à une station de traitement communale (**assainissement collectif**) et les zones pour lesquelles les eaux usées domestiques seront traitées individuellement sur place (**assainissement non collectif**).

En application de l'article 35 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et du Code Général des Collectivités Locales (article 2224-10) , les communes ou leurs groupement doivent délimiter après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et l'épuration des eaux collectées.
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations.

Le bureau d'études EURO Infra Ingénierie de Chaumont a étudié différentes solutions d'assainissement pour le village :

- 1, Assainissement non collectif sur l'ensemble de la commune.
- 2, Assainissement collectif sur l'ensemble de la commune.
- 3, Assainissement collectif sur l'ensemble de la commune avec création d'un réseau eaux usées.

étude	Coût de l'ensemble	Coût prévisionnel par habitation
Assainissement non collectif sur l'ensemble de la commune	387 463 € HT	12 108 € HT 32 habitations concernées
Assainissement collectif sur l'ensemble de la commune en utilisant le réseau unitaire existant et création d'une unité de traitement	561 407 € HT	

Assainissement collectif sur l'ensemble de la commune avec création d'un réseau eaux usées création d'une unité de traitement	509 250 HT	
---	------------	--

Compte tenu de ces montants, le conseil municipal dans sa séance du 3 octobre 2017, a décidé d'adopter le zonage d'assainissement non collectif pour l'ensemble de la commune.

b) Cadre juridique

L'enquête est prescrite en application des textes réglementaires suivants :

Code de l'Environnement :(articles L 123-1 et suivants)

la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 et son article 35

Code Général des Collectivités Locales (article 2224-10) :

les communes ou leurs établissements publics délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et l'épuration des eaux collectées.
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations.

Code Général des Collectivités Locales (article 2224-8) :

le projet de modification du zonage d'assainissement est soumis à enquête publique par le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent dans les formes prévues par les articles R 123-1 et R 123-27 du Code de l'Environnement.

D'autre part, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Grand Est (MRAe) a émis un avis en date du 5 janvier 2018 mentionnant que ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

c) Composition du dossier

- Un dossier de mise à l'enquête publique établi par le bureau d'études Euro Infra Ingénierie, 1 rue Henri Matisse à 52000 Chaumont présentant les modifications du zonage d'assainissement accompagné d'un plan des réseaux d'assainissement et d'un plan de zonage d'assainissement.
- avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Grand Est (MRAe)
- un registre d'enquête.

2)Organisation et déroulement de l'enquête.

a) Désignation du Commissaire Enquêteur

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de NANCY a désigné, par décision

n° E18000001/54 du 16 janvier 2018, Raymond Colin en qualité de Commissaire Enquêteur .

Par arrêté du 26 janvier 2018, M. Le Maire d'Avranville a organisé les opérations nécessaires à l'enquête publique, et à cet effet a :

- fixé le calendrier de cette enquête, à savoir du samedi 3 mars 2018 au jeudi 5 avril 2018 inclus
- rappelé la désignation du Commissaire Enquêteur

- précisé les modalités de consultation du dossier

b) Modalités de l'enquête

Cette enquête publique s'est déroulée à Avranville.

Permanences du Commissaire Enquêteur

Les permanences de l'enquête ont été fixées au début et à la fin de l'enquête à la Mairie de Avranville :

- samedi 3 mars 2018 de 9 heures à 11 heures ;
- jeudi 5 avril 2018 de 15 heures à 17 heures ;

c) Contact préalable :

Présentation du dossier :

Le dossier d'enquête a été adressé au Commissaire Enquêteur et une réunion a eu lieu en Mairie le 26 janvier 2018 avec M. Rouyer Maurice, Maire de Avranville, M. Bernard Albin, 1^{er} Adjoint à la Mairie, Mme Munding Anne, Directrice adjointe développement et environnement à la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien pour discuter du dossier et répondre à mes questions.

Nous nous sommes ensuite rendus sur place.

d) Information effective du public

Le dossier technique ainsi que le registre d'enquête publique sont restés en Mairie d'Avranville à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête.

Internet : Les documents liés à cette enquête ont été mis à disposition du public sur le site internet figurant dans l'arrêté de la mairie et une adresse mail a été créée permettant aux intéressés de faire leurs observations.

L'avis de cette enquête publique a fait l'objet d'insertions dans deux journaux différents, à savoir :

- publication quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête :

* Vosges Matin : le 19 février 2018

* Le Paysan Vosgien : le 16 février 2018

- publication dans les huit premiers jours après la date d'ouverture de l'enquête :

Il n'y a pas eu de deuxième insertion dans les journaux.

L'arrêté prescrivant cette enquête a été affiché sur le panneau d'affichage de la Mairie du 23 février 2018 au 5 avril 2018.

Autres actions d'information du public concernant l'assainissement de la commune :

- D'autre part, il a été distribué dans tous les foyers d'Avranville une plaquette d'information de 4 pages sur le zonage d'assainissement expliquant le projet d'assainissement accompagné d'un plan du village et de la zone d'assainissement non collectif. Cette plaquette informe également les habitants des dates de l'enquête publique ainsi que les possibilités de faire des remarques sur l'enquête soit par mail ou directement sur le registre de l'enquête déposé en mairie.

De plus, elle informe les habitants qu'une réunion publique d'information aura lieu le 22 février 2018 à la mairie d'Avranville.

- Cette réunion d'information a réuni 7 personnes le 22 février et des explications ont été données

sur l'évolution du projet d'assainissement, et sur la révision du zonage d'assainissement avec la mise en place d'une enquête publique .

En conclusion et malgré l'absence d'une deuxième publication dans les journaux, on peut affirmer que les habitants d'Avranville ont été bien informés du contenu et du déroulement de l'enquête publique.

e) Climat de l'enquête :

Calme et serein.

f) Clôture de l'enquête et modalité de transfert du registre :

Le délai d'enquête a expiré le jeudi 5 avril 2018 à 17h00 : le registre d'enquête déposé à la Mairie a été aussitôt clos par moi-même.

g) Réunion de travail et synthèse après clôture de l'enquête :

Une réunion de travail a été organisée en Mairie d' Avranville le 12 avril 2018 pour présenter le procès-verbal de synthèse de l'enquête à M. Rouyer Maurice, maire en présence de Mme Munding Anne, directrice adjointe développement et environnement à la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien.

Un mémoire en réponse m'a été adressé par M. Rouyer Maurice, maire.

h) Analyse des observations du public :

- aucune observation n'a été faite par mail

-sur le registre papier :

Le 3 mars ,M.Willemin Martial , 21 rue Principale à Avranville est venu consulter le dossier. Il est intéressé par le projet et recherche comment obtenir des subventions pour réaliser son assainissement .il contactera de ce fait la communauté de communes, également pour connaître des entreprises susceptibles de réaliser ces travaux.

Le 5 avril , Mme Fiegel Estelle d' Avranville est venue consulter le dossier et a fait les remarques suivantes :

- Entre 2001 et 2008, Mme Fiegel était maire d' Avranville et a essayé de réaliser un assainissement collectif mais sans succès.
- En 2010, le SDANC a contrôlé les habitations du village ; seules, quelques unes étaient conformes.
- Donc, un jour toutes ces habitations devront réhabiliter leurs installations.
- L'assainissement non collectif est une facilité pour la commune de se désengager de ses obligations.
- Aussi, Mme Fiegel préconise un assainissement collectif sur la commune, dans l'intérêt général des habitants car 12 000 € en moyenne par maison pour l'ANC, avec 100 € de maintenance par an et que dans 15 ans compte tenu de l'évolution probable des normes, le

SDANC dans un contrôle annoncera que l'installation ANC n'est plus aux normes, qu'aura-t-il gagné ?

- Si la commune fait le choix de l'assainissement collectif sous réserve de subventions et de participation financière, le coût à l'habitation sera moindre.
- Faire de l'assainissement non collectif sur tout le village, c'est se désengager de l'intérêt public.
- En complément et en étudiant le plan de zonage, demande de agrandir le zonage chez Fiegel Christian le petit carré adjacent à la maison, et pour quelle raison avoir inclus le hangar rue des Fermes. Ce peut-avoir un impact sur un plan d'urbanisme futur.

i) Mémoire en réponse de la Mairie au Procès-verbal de synthèse :

1) la commune n'est pas prioritaire au programme de mesure et au PAOT (plan d'action opérationnel territorial), aussi, elle ne pourra bénéficier d'aucun financement que ce soit en assainissement collectif ou en assainissement non collectif pour l'instant.

2) les contrôles du SDANC (service départemental d'assainissement non collectif) ne font apparaître en 2010 que 4 maisons non conformes avec obligation de travaux dans les 4 années à venir. A l'heure actuelle, une maison a brûlé, deux autres ont été réhabilitées et l'assainissement non collectif y a été réalisé, une autre habitation est vacante car le propriétaire est décédé. Il ne reste donc qu'une seule habitation avec obligation de travaux. D'autres maisons non conformes sont sans obligation de travaux sauf en cas de vente.

3) le coût de mise aux normes de ces dernières habitations reste à la charge du vendeur mais peut être négocié en cas de vente, par l'acheteur.

4) le choix d'un assainissement non collectif ne joue en rien sur l'urbanisation future du village ; en effet, même si une zone était rendue constructible dans un PLUI (plan local d'urbanisme intercommunal).

et hors périmètre défini, l'obligation pour les constructeurs seraient là aussi de l'assainissement non collectif et dans ce cas, contrairement à de l'assainissement collectif, la commune n'aurait pas à créer une extension de réseau.

5) la commune a bien conscience du coût élevé des travaux de mises aux normes pour les particuliers, mais comme évoqué au-dessus, seule une maison reste dans l'obligation de réaliser les travaux dans les 4 années à venir.

ANNEXES AU RAPPORT :

1) Documents régissant l'organisation de l'enquête :

- ordonnance de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Nancy n° E18000001/54 du 16 janvier 2018 désignant Raymond Colin en qualité de Commissaire Enquêteur .
- arrêté du 26 janvier 2018 de M. Le Maire d'Avranville prescrivant la mise à l'enquête publique du

zonage d'assainissement.

2) Publicité légale et extra légale :

extraits de journaux

* Vosges Matin : le 19 février 2018

* Le Paysan Vosgien : le 16 février 2018

affichage :

certificat d'affichage établi par M. le Maire d'Avranville

3) autres documents :

-plaquette d'information distribuée dans tous les foyers d'Avranville

-procès-verbal de synthèse de l'enquête publique

-réponse de la Mairie au procès-verbal de synthèse de l'enquête publique

Fin de la partie du rapport d'enquête publique

DEPARTEMENT DES VOSGES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT D'AVRANVILLE

CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Objet de l'enquête :

En application de l'article 35 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et du Code Général des Collectivités Locales (article 2224-10), les communes ou leurs groupements doivent délimiter après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et l'épuration des eaux collectées.
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations.

Avis sur le dossier présenté à l'enquête :

Le dossier présenté à l'enquête et établi par le cabinet « Euro Infra Ingénierie » est d'une lecture facile et explique bien le problème de l'assainissement d'Avranville.

Avis sur le déroulement de l'enquête publique:

L'enquête publique relative au projet de modification du zonage d'assainissement de la commune d'Avranville s'est déroulée sans incidents, dans le respect des législations et réglementations en vigueur ainsi que relaté dans mon rapport annexé et conformément aux termes de l'arrêté de M le Maire d'Avranville .

La publicité de l'enquête a été convenablement assurée par la Mairie d'Avranville , et malgré

l'absence d'une deuxième publication dans les journaux, on peut affirmer que les habitants d'Avranville ont été bien informés du contenu et du déroulement de l'enquête publique, du fait de la distribution dans tous les foyers d'Avranville d'une plaquette d'information de 4 pages sur le zonage d'assainissement expliquant le projet d'assainissement accompagné d'un plan du village et de la zone d'assainissement non collectif. Cette plaquette informait également les habitants des dates de l'enquête publique ainsi que les possibilités de faire des remarques sur l'enquête soit par mail ou directement sur le registre de l'enquête déposé en mairie.

De plus, les habitants par ce tract ont été informés qu'une réunion publique d'information aurait lieu le 22 février 2018 à la mairie d'Avranville.

- Cette réunion d'information a réuni 7 personnes le 22 février et des explications ont été données sur l'évolution du projet d'assainissement, et sur la révision du zonage d'assainissement avec la mise en place d'une enquête publique.

- L'affichage de la publicité de l'enquête sur le tableau d'affichage de la Mairie pendant toute la durée de l'enquête.

On peut conclure que l'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions.

Avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Grand Est (MRAe)

Elle a émis un avis en date du 5 janvier 2018 mentionnant que ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Avis du Commissaire Enquêteur :

Inconvénients de l'opération projetée :

La loi sur l'eau impose aux communes de réaliser un zonage d'assainissement. Compte tenu du coût de l'assainissement collectif, et que les contraintes topographiques sont importantes comme déterminées par le bureau d'études Euro Infra Energie, le choix de l'assainissement non collectif est plus judicieux.

La réglementation : en matière d'assainissement, collectif ou non collectif la totalité des frais (investissement et fonctionnement) sont répercutés à l'utilisateur.

Aussi, une commune qui fait du collectif n'investit pas réellement sur ses deniers, car elle se fait rembourser intégralement par le biais de la redevance facturée aux usagers.

Donc en cas d'assainissement collectif, la répercussion se fera par la taxe d'assainissement, qui sera importante.

Avec 30% de subventions pour les travaux, la redevance d'assainissement serait de 5,35€/m³ hors taxes et avec 50% de subventions, la redevance d'assainissement serait de 4,24€/m³ hors taxes (page 23 du dossier).

De plus, Avranville n'est pas prioritaire au programme de mesure de l'agence de l'Eau Rhin Meuse, ce qui pourrait diminuer le montant des subventions et augmenter de ce fait la redevance d'assainissement.

Les études réalisées par Euro Infra prévoient l'installation d'un poste de refoulement et de 340 mètres de conduite de refoulement. La pompe de refoulement nécessite un entretien régulier et n'est pas éternelle. L'unité de traitement demande également un entretien régulier et une intervention au moins hebdomadaire, voire plus. (nettoyage des grilles d'arrivées, etc).

Avantages de l'opération projetée :

- Pour une commune de la taille d'Avranville de 71 habitants(en 2015), l'investissement à réaliser paraît très élevé :

Assainissement collectif scénario n°2 : 561 407 € hors taxes

Assainissement collectif scénario n° 3 : 509 250 € hors taxes

Ces montants seront répercutés naturellement sur l'usager.

Dans le cas de l'assainissement non collectif, le coût prévisionnel est de 387 463 € hors taxes pour l'ensemble de la commune, soit par habitation : 12 108 € hors taxes (32 habitations concernées). Ce coût pourrait diminuer en fonction des subventions pouvant être accordées mais la commune n'est pas prioritaire actuellement pour l'attribution des subventions, et ramenées à 6054 € hors taxes avec une subvention de 50% et 8475€ hors taxes avec une subvention de 30% à la charge des particuliers (sachant que ces subventions sont susceptibles d'évoluer et en cas d'une maîtrise d'ouvrage par la commune d'Avranville) .

-Le choix de l'assainissement non collectif est **un choix économique**, car une commune de la taille d'Avranville de 71 habitants n'a pas les possibilités de réaliser un investissement de cette importance (dans les 2 cas de l'assainissement collectif, coût de plus de 500 000 € hors taxes).

- D'autre part, le milieu naturel est très peu impacté par les rejets d'eaux usées d'Avranville, ce qui a fait classer la commune non prioritaire par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

- Dans le cas de la plupart des installations d'assainissement des habitants, celles-ci sont non conformes mais sans risque pour l'environnement ou la santé ; les travaux doivent être réalisés mais sans condition de délai sauf en cas de vente où les travaux doivent être réalisés sous 1 an.

-La loi sur l'eau impose aux communes de réaliser un zonage d'assainissement. Compte tenu du coût de l'assainissement collectif, et que les contraintes topographiques sont importantes comme

déterminées par le bureau d'études Euro Infra Energie, le choix de l'assainissement non collectif est plus judicieux.

-Le choix de la commune pour l'assainissement non collectif :

en premier lieu, le coût moindre

les espaces disponibles devant ou derrière les maisons pour réaliser l'assainissement non collectif (usoirs sur la route départementale)

et le linéaire important de réseau à reprendre trop important pour l'assainissement collectif.

-Le projet de zonage d'assainissement s'inscrit dans la volonté d'être en adéquation avec les dispositions de la loi sur l'eau et a pour but de protéger la ressource actuelle. Il présente des aspects positifs qui servent l'intérêt général à travers la protection de l'environnement du village.

Conclusions du Commissaire Enquêteur :

Compte tenu des avantages développés ci-dessus par rapport aux inconvénients, j'émet un

Avis favorable au projet de zonage d'assainissement non collectif sur le territoire de la commune de Avranville présenté à l'enquête publique qui s'est tenue du 30 mars au 5 avril 2018.

Le 24 avril 2018
Raymond Colin
Commissaire Enquêteur.

